



FORUM DE LISBONNE 2014

Renforcer la réforme démocratique dans les pays du voisinage méridional

Financé
par l'Union européenne



COUNCIL OF EUROPE



Mis en œuvre
par le Conseil de l'Europe



Forum de Lisbonne 2014

Processus électoraux et consolidation démocratique dans les Pays du Sud de la Méditerranée

*Des processus électoraux intègres et inclusifs comme condition
pour une gouvernance démocratique réussie*

**15-16 septembre 2014
Centre Ismaili de Lisbonne**

Contexte

Un processus électoral intègre est l'une des conditions et l'expression ultime d'un processus de consolidation démocratique réussie qui jette les bases indispensables à une bonne gouvernance.

Depuis les mouvements de 2011, intervenus dans les Pays du Sud de la Méditerranée, différentes élections se sont déroulées dans la Région avec des réussites diverses et des conséquences sur les équilibres politiques qui s'en sont suivis.

Consacrer une attention particulière au cycle tout entier du processus électoral est donc une démarche importante et incontournable dans la mise en place d'une gouvernance démocratique. Le faire implique d'examiner les processus électoraux et de s'assurer qu'ils contribuent à supprimer les barrières à la participation, et à promouvoir l'inclusion de tous, en particulier des femmes, dans la vie politique en tenant compte également de la spécificité de la région et du pays concerné.

Le faire, signifie également de veiller à ce que chacun des acteurs de la gouvernance apporte sa contribution à la réussite et à la stabilité du processus électoral, et, ce faisant, de s'inscrire également dans la logique des recommandations que le Forum de Lisbonne 2013 a adressé aux acteurs du quadrilogue après avoir débattu du rôle qui revient à chacun d'entre eux dans la mise en place de processus démocratiques.

En effet, à l'instar du Forum 2013, où il s'agissait de démontrer que le rôle d'appropriation démocratique est tout aussi important pour les citoyens que pour les gouvernants, il s'agira de faire la preuve que dans le cas d'élections, la prise de conscience démocratique est tout aussi importante chez l'électeur que chez les candidats et tous autres acteurs des processus électoraux (associations, partis politiques, media, etc.).



AKDN

AGA KHAN DEVELOPMENT NETWORK



Lors du Forum 2014, il s'agira de formuler des recommandations à l'intention de tous les acteurs de la gouvernance à l'issue de débats, d'exposés, d'échanges avec le public, avec des élus, avec des citoyens, sur les principales questions, sur des expériences réussies dans la région ou, parfois, dans d'autres parties du monde.

L'examen, et un débat sur la prise en charge du processus électoral par tous les acteurs de la gouvernance, s'inscrivent et correspondent au mandat du Centre Nord-Sud, et aux finalités du Forum de Lisbonne qui est celui d'offrir une plateforme de réflexion politique, d'échanges et de mise en œuvre d'actions diverses impliquant le quadrilogue.

Dans ce contexte, nous savons également à quel point les élections peuvent constituer un moyen privilégié pour assurer l'égalité participation politique de tout citoyen, notamment des femmes ainsi que leur représentation dans les instances de décisions. Malgré le long chemin qui reste à parcourir à cet égard, des études récentes montrent comment les mesures prises, pour assurer une participation significative des femmes dans les processus électoraux, ont des conséquences bénéfiques pour la gouvernance démocratique en général, et plus particulièrement sur les questions qui concernent plus directement les femmes. Compte-tenu des mécanismes existants pour assurer la représentation des femmes, y compris dans les pays du Sud de la Méditerranée, un moment du Forum sera spécifiquement consacré à l'analyse des avantages et des inconvénients qu'ils comportent, et à formuler des recommandations à cet égard, dont le Centre Nord-Sud pourrait assurer – tout au moins en partie – le suivi.

Dans les quatre ateliers qui se tiendront le deuxième jour, les discussions seront organisées autour de questions particulièrement importantes pour le processus électoral.

L'on traitera avant tout du problème du financement des partis et des campagnes électorales, de la nécessité de légiférer et de prévoir des règles transparentes afin de maîtriser les conséquences néfastes que les interférences illégales et la manipulation du processus par ce biais peuvent comporter. Dans le même esprit l'on abordera également la question de l'éthique, de la nécessité d'établir des codes et des règles à respecter par les institutions, par les candidats et les partis et par les citoyens eux-mêmes.

Un troisième atelier sera consacré à la question de l'observation des élections par la société civile du pays concerné qui constitue un vecteur important de citoyenneté active et de prise conscience de l'importance du processus. En effet, l'observation des élections par la société civile nationale est sans aucun doute un facteur de consolidation démocratique important. Finalement, le quatrième atelier traitera de l'implication de la société civile à tout le processus par le biais des partis politiques, comme celui des ONG organisées ou de la coopération internationale. Dans ce cadre il s'agira d'identifier et de débattre des conditions et des moyens qui peuvent permettre à la société civile d'exercer ses droits et d'accomplir ses devoirs de façon avertie et responsable.

En traitant tous ces principaux aspects liés au processus électoral, le Forum de Lisbonne 2014 s'inscrit pleinement dans les objectifs du Programme « *Renforcer la réforme démocratique dans les pays du voisinage méridional* », qui finance le Forum 2014.

Le Forum 2014 verra impliqués nombre de partenaires qui – au sein du Conseil de l'Europe comme à l'extérieur - ont développé une connaissance et un savoir-faire importants dans ce domaine. Qu'il s'agisse de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, de la Commission de Venise, du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, de la Conférence des OING, ou de partenaires comme IDEA et ALF, apporteront leur contribution au succès de cet événement.

L'association de représentants d'autres continents (dont notamment d'Asie Centrale- pays du voisinage du Conseil de l'Europe, d'autres pays d'Afrique et d'Amérique Latine), permettra un échange d'expériences pertinent pour les pays du Sud de la Méditerranée.